

Le budget

millions d'emplois reposent sur les exportations qui, elles, représentent plus du quart du produit intérieur brut. Il convient de plus que la priorité doit être mise sur l'augmentation des exportations des PME qui ne représentent que 10 p. 100 du volume total des exportations. Mais ces vœux, malheureusement, ne s'accompagnent pas de gestes concrets.

Le ministre du Commerce international a lui-même affirmé que les mesures mises en place pour favoriser l'expansion des PME sont insuffisantes et surtout sous-utilisées et donc inadéquates. Plusieurs députés ont reçu des plaintes de la part de dirigeants de petites et moyennes entreprises qui regrettent de ne pas avoir accès à l'information, à l'expertise et au support logistique qui leur seraient nécessaires pour percer les marchés étrangers. Il est donc urgent que le gouvernement redresse la situation et fasse en sorte qu'une information qu'on nous dit existante leur soit rendue accessible.

• (1105)

Mais ces constats ne constituent que la pointe de l'iceberg. Les vrais problèmes des petites et moyennes entreprises viennent du traitement que leur réserve les banques et de leur manque d'accès au financement. Sur cette question, le ministre ne propose rien de concret, si ce n'est qu'un vague forum de discussion entre lui et les institutions financières canadiennes sans, bien entendu, inclure les principales intéressées, à savoir les petites et moyennes entreprises. Encore une fois, tous les verbes utilisés par le ministre MacLaren sont conjugués au futur. Malheureusement, le moment n'est plus aux discussions et aux vœux pieux mais à l'action.

Enfin, on sait que les gouvernements de certaines provinces et en particulier le gouvernement du Québec ont fait par le passé des efforts pour favoriser l'expansion des petites et moyennes entreprises. Que fait le fédéral actuellement pour coordonner ses activités avec celles des provinces? Le fait est que les programmes d'aide aux petites et moyennes entreprises, particulièrement dans le secteur de l'exportation, sont non seulement insuffisants, mais souvent concurrents et contradictoires.

Les solutions sont reportées à plus tard. Après avoir crié au loup pendant plusieurs semaines, le gouvernement a finalement livré un budget ni chair, ni poisson, qui a réussi le coup de force de déplaire à tout le monde. Ne dérogeant pas à la désormais traditionnelle politique de gestion à la petite semaine, la montagne aura encore une fois accouché d'une souris.

Ce budget nous rappelle étrangement une administration pas si lointaine que les libéraux décriaient pourtant à grands cris. Comme les budgets présentés par les gouvernements précédents, le Budget Martin n'atteint qu'imparfaitement tous les objectifs que le gouvernement s'était fixés.

Ce budget ne s'attaque nullement au déficit. Il ne prévoit pas de mesures suffisantes de création d'emplois. Il s'attaque aux programmes sociaux plutôt que d'éliminer le gaspillage et les chevauchements coûteux dans les dépenses publiques. On pouvait presque penser, monsieur le Président, et je termine là-dessus, que c'est Michael Wilson ou Don Mazankowski qui se trouvaient dans les bottines de travail du ministre Martin le 22 février dernier. Et cela, ce n'est certainement pas de bon augure pour le Canada et le Québec.

[Traduction]

M. John Bryden (Hamilton—Wentworth): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de Verchères de ses observations, que j'ai trouvées fort intéressantes. Cependant, j'ai quelques remarques à faire. Il a dit que l'une des raisons qui expliquent le coût élevé du fédéralisme réside dans l'existence de chevauchements et de double emploi dans les programmes provinciaux et fédéraux. Il a souligné ce facteur.

Dans ce contexte, serait-il d'accord pour dire qu'on ferait des économies et qu'on réduirait le déficit si le Québec redonnait au gouvernement fédéral le pouvoir qu'il exerce maintenant sur la politique de l'immigration, comme le veut la Constitution et comme cela se fait dans les autres provinces? Ne croit-il pas que ce serait une bonne idée?

[Français]

M. Bergeron: Dans un premier temps, monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue pour sa question.

Tout d'abord, il a fait un commentaire sur le passage de mon discours où je traitais plus particulièrement de la question des coûts inhérents au régime fédéral. J'ai parlé évidemment des chevauchements coûteux, des dédoublements, mais j'aurais également pu parler du saupoudrage des deniers publics all across Canada pour, comme qui dirait, défendre les intérêts régionaux et ménager les susceptibilités régionales. C'est un des aspects du fédéralisme canadien qui, dû à l'ampleur, à l'étendue de son vaste territoire, constitue justement un des problèmes financiers de ce pays.

Le député suggérait, comme mesure de réduction des dédoublements, le fait que le gouvernement du Québec se retire du dossier de l'immigration. D'abord, je trouve un peu odieux que le gouvernement qui est en face de nous ne fasse que prendre note du fait qu'on trouve que les dédoublements sont coûteux. D'abord, on aurait pu s'attendre de votre part à ce que vous ne fassiez pas que prendre note, mais que vous agissiez très énergiquement dans le dossier des dédoublements et des chevauchements entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. D'autre part, le gouvernement du Québec a négocié avec le gouvernement fédéral une entente particulière au niveau de l'immigration qui, dans un certain sens, n'implique pas de coûts additionnels pour l'État fédéral et pour le gouvernement du Québec. Il s'agit simplement d'un transfert en ce qui concerne la gestion des dossiers des immigrants ou des postulants au statut d'immigrant qui s'opère par cette entente particulière. À mon sens, la proposition du député est un peu inappropriée; d'autre part, elle relève plus du gouvernement du Québec que des prérogatives de l'opposition officielle.

• (1110)

[Traduction]

M. John Williams (St-Albert): Monsieur le Président, je remercie le député pour son discours, mais je ne pense pas que nous devrions être aussi négatifs même si nous sommes dans l'opposition. Le député démolit le budget, mais ne propose rien en échange. L'opposition officielle, même ceux de ses membres qui siègent de ce côté-ci de la Chambre, ne propose rien de concret. Le député dit que les banques font la vie dure aux petites entreprises, il parle de la croissance de l'économie souterraine, de tout ce qui ne va pas au Canada. J'estime qu'en tant que députés nous devons faire ressortir les aspects positifs du budget,